

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire

6 F

N° 59

pour le socialisme

QUINZAINE DU 18 FEVRIER AU 3 MARS 1982

Commandos à Isigny

Meurtre à Clichy



ASSEZ!

SOMMAIRE

4-5 6-7

24^e CONGRES DU PCF

Venant après trois années de bouleversements, le 24^e Congrès du PCF aurait pu être important. Il n'a en fait qu'éclairé une tactique, confirmé un projet, montré qui étaient les 2 000 cadres réunis, et réaffirmé le soutien à Jaruzelski. Une nouveauté cependant : la présence d'une délégation chinoise et l'annonce d'une prochaine visite du PCF à Pékin.

8-9

CONTRIBUTIONS POUR LE 4^e CONGRES DU PCR

10

PETITION

Des oppositionnels et d'anciens membres du PCF, des syndicalistes, des responsables de différents courants du PS et des militants d'extrême-gauche lancent une pétition « Pour le succès du socialisme en France ».

8 MARS

La journée internationale des femmes aura cette année un retentissement particulier dans notre pays. Les groupes femmes prennent position.

11

POLOGNE

A Roubaix, où la communauté polonaise est nombreuse, le Soutien à Solidarité continue (Correspondance).

AMERIQUE CENTRALE

L'intervention américaine contre les peuples ne fait que s'amplifier et les menaces d'une action militaire directe se présentent.

12

UD CGT DU RHÔNE

L'Union Départementale CGT du Rhône connaît des difficultés de plus en plus grandes. Exclue antidémocratiquement de leur section des syndicalistes de l'usine FAR adhérent à la CFDT. (Correspondance).

Directeur de publication : R. Rodriguez
Commission paritaire : n° 62 712
Imprimerie IPCC (Paris)
Pour toute correspondance
écrire à :
Pour Le Socialisme
c/o Front Rouge
BP 68 75019 Paris
Compte bancaire : BNP 271 - 659 - 66

Gauche ; quelle stratégie ?

Un numéro de *L'Economie en Questions*

Après six mois de silence, *L'Economie en Questions* a fait paraître son premier numéro depuis la victoire de la gauche... Rien de plus naturel, alors, à ce que le sujet traité soit la « nouvelle politique économique » mise en œuvre depuis le 10 mai. Certes, on y retrouve les mêmes rubriques — ou presque — liées à l'actualité immédiate (conjoncture, Pologne...) ou à l'actualité des livres et revues, mais l'essentiel de ce numéro double est consacré à cette politique économique, à la « social-démocratie tranquille ». Avant l'ouverture du dossier, un premier article montre comment la FNSEA profite des maladresses et de l'incapacité du gouvernement à faire des choix clairs pour mobiliser l'ensemble — ou presque — des paysans, même ceux qui recevront plus qu'ils n'ont jamais reçu.

Quant au dossier lui-même, il aborde de nombreuses questions avec comme hypothèse centrale que s'opère un partage des tâches entre le social — où l'Etat serait le maître d'œuvre — et l'économie — où la modification des structures et la définition de nouveaux choix industriels (plans par branches, reconquête du marché intérieur...) s'inscrit toujours dans la même logique d'internationalisation du capital et où donc les logiques patronales sont respectées (cf. article sur la machine-outil). Après avoir montré qu'il est possible de s'engager dans un autre type de développement et que les contraintes internationales (tant au niveau des structures de l'appareil de production qu'au niveau de la valeur de la monnaie) ne sont pas aussi rigides que voulait bien le dire Barre... et même le PS, le dossier se consacre aux problèmes français. En tout premier lieu, quelques éléments sont donnés sur le patronat français (les structures professionnelles, le rôle des PME, ou Gattaz, qui n'est pas un patron aussi neuf qu'il veut bien le dire...) avec, comme interrogation : le pouvoir économique dans l'entreprise va-t-il être modifié par l'arrivée de la gauche au pouvoir ? Ce à quoi la présentation du rapport Auroux et une interview de Livio Mascarello (secrétaire confédéral CGT) apportent une réponse positive mais nuancée.

Par la suite, l'exposé, pour illustrer la politique industrielle suivie par le gouvernement, du secteur de la machine-outil décrit la logique dans laquelle s'inscrit le gouvernement (concertation avec les patrons dans l'élaboration de plans industriels dont ils sont ensuite les garants) et les importantes limites qu'elle rencontre, tandis qu'un article de Daniel Richter (CFDT Renault-Flins) démystifie le « modèle de nationalisation » Renault, alors même que la loi de nationalisation fait l'impasse sur les nouveaux droits des travailleurs des entreprises nationalisables.

Enfin, la dimension politique n'est pas oubliée avec une interview d'Yvon Bourdet et Olivier Corpet (Centre International de Coordination et de Recherche sur l'Autogestion, CICRA) qui soulignent la disparition de la référence autogestionnaire depuis le 10 mai au sein de la gauche institutionnelle, la timidité des réformes des droits des travailleurs, mais également la faiblesse de la revendication autogestionnaire... ce qui amène les auteurs à se replier sur « ce qui peut être fait, même de partiel, même s'il s'agit d'une simple cogestion »...

Au total donc, un numéro intéressant, qui fournit de nombreux éléments utiles pour se forger un point de vue, même s'il reste encore très général et devra être approfondi... en liaison avec la réflexion de toutes les composantes du mouvement social...

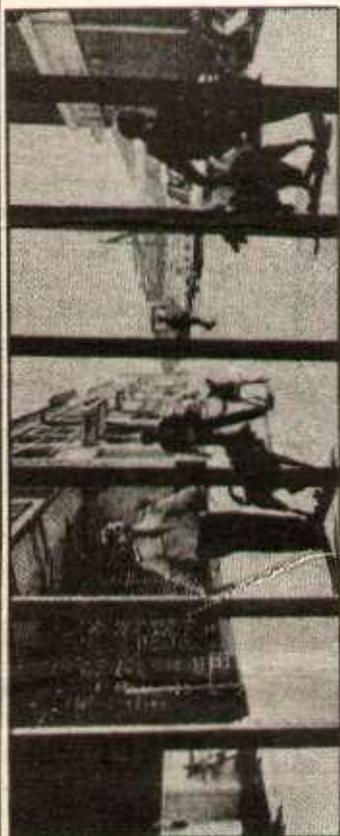
JE M'ABONNE A POUR LE SOCIALISME

B.P. 68, 75 922 Paris Cedex 19

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

TARIFS :
20 n°s : 110 F
10 n°s : 60 F
Abonnement de soutien : F

Commandos à Isigny, meurtre à Clichy **ASSEZ!**



Depuis le 3 février, avec ses camarades de Fulmen à Clichy, Ahmed Medjir, ouvrier algérien, occupait son usine. Le lundi 15, au cours d'une attaque brutale lancée par des non-grévistes et des cadres, il trouvait la mort. Il se battait tout simplement pour garder son emploi, pour conserver la possibilité de rentrer au pays, trois mois tous les deux ans. La direction de Fulmen, filiale de la CGE en cours de nationalisation, n'a rien voulu savoir. Elle avait obtenu des tribunaux un ordre d'évacuation. Sans doute cela n'allait-il pas assez vite ? Cette fois, il y a eu mort d'homme.

Et le CNPF, sans la moindre pudeur, « alerte l'opinion et les pouvoirs publics sur le développement d'actions illégales et violentes de certains syndicats ». Il se plaint de la multiplication des occupations d'entreprises, de séquestrations de cadres et de dirigeants... C'est parfaitement odieux. Tout autant que les déclarations de P. Marchelli, délégué général de la CGC, qui exige du gouvernement une prise de position en faveur de la maîtrise. Tout de même, il faut être sérieux.

Qui provoque cette « montée des violences » ? Qui donc a sauvagement attaqué les grévistes de chez Besnier à Isigny ? Qui donc a quadrillé cette ville, 6 heures durant pour assurer le succès d'une opération de commando ? Qui donc a agressé avec une violence incomparable les femmes grévistes de cette fromagerie ? Plus récemment, après même le meurtre d'Ahmed Medjir, de semblables opérations-commandos ont continué : ainsi à Tracy-le-Mont, dans l'Oise, à l'usine Poclair-Hydraulics, où le

directeur et vingt cinq agents de maîtrise ont découpé les portes de l'usine pour récupérer du matériel ! Jusqu'où vont-ils aller, ces revanchards du 10 mai, ces hommes de main de patron, sourds à toute revendication, qui refusent d'appliquer les ordonnances sur les 39 heures, qui tentent de reprendre autre chose et continuent à licencier. La violence, c'est eux !

Et que dire de l'attitude de la police et de certaines autorités préfectorales, qui se croisent les bras pendant que de tels actes se produisent ? On était habitués à plus de célérité, quand il s'agissait, sous Giscard, d'évacuer manu militari les grévistes, ou de matraquer des manifestants. Eux aussi visiblement, n'ont pas digéré la défaite électorale de la droite. Eux aussi font tout pour que rien ne change, pour que les patrons gardent, sur le terrain, dans les faits, leur pouvoir entamé le 10 mai.

Et cela, il n'est pas question pour les travailleurs de le tolérer ! Que des commandos, des milices parallèles, puissent encore sévir en toute impunité, que la police, dans ces cas là, laisse faire, on ne peut l'accepter. Que les patrons, pleins de morgue, essaient de prendre leur revanche en bloquant tout changement, cela non plus on ne peut l'accepter !

Aujourd'hui, des luttes se développent un peu partout. C'est bien la preuve de cette volonté populaire, face aux résistances patronales, de ne pas laisser faire !

Monique CHERAN



De notre envoyé spécial Nicolas DUVALLOIS

Cinq jours qui n'ébranlèrent rien du tout

ou comment se déroule un congrès du PCF

Autant le dire tout de suite, il n'y avait pratiquement pas de militants de base au congrès de Saint-Ouen. Rien que des cadres. Selon les chiffres fournis, plus de 92 % des délégués avaient des responsabilités dans le PCF, dont 57 % au moins au niveau fédéral, plus du quart disposait d'un mandat électif, et 90 % exerçaient « des responsabilités syndicales ou associatives ». Cinq jours d'immersion dans un tel bain n'en permettent pas moins d'apprécier ce qui fait courir ces membres du PCF.

2000 HOMMES DE MARBRE

Demandez-leur si parfois ils s'interrogent sur le bien-fondé de leur engagement, si le doute les assaille, si la critique les touche. Ils vous répondront tous positivement. Car l'idée qu'ils sont capables, et eux seuls, de se remettre en cause, est une de leurs grandes certitudes. Une de celles qui fondent leur supériorité. D'ailleurs, quel autre parti aurait l'idée de remonter « sans complaisance » jusqu'à 25 ans en arrière pour expliquer un échec récent ?

Non pas, à l'entendre, que le PCF se soit jamais trompé. On ne se trompe pas, au PCF. Il arrive qu'on « apprécie mal » une situation, toujours « complexe », qu'on « ne tienne pas suffisamment compte » des mutations; il faut alors « s'adapter », « surmonter les obstacles », « corriger » parfois, mais jamais « changer ». Et comment pourrait-il en être autrement ? Au plus profond d'eux-mêmes, les cadres du PCF ont intériorisé des certitudes qui relativisent tout, les 15 %, la Pologne, la crise interne, et le reste. Ces certitudes sont martelées à la tribune du congrès, par Marchais comme par les autres intervenants.

Le Progrès, voilà une de ces certitudes. Il est révolutionnaire, il ne peut être que cela. Il est inéluctable. Progrès de l'Histoire, qui fait du PCF le dépositaire — exclusif — de l'ancestral combat des opprimés contre les oppresseurs. Marchais, dans son rapport, a ainsi fait remonter le fil rouge jusqu'aux serfs du Moyen Âge. Progrès de l'Humanité, qui ne peut aller que vers un avenir radieux : « Nul ne sait exactement quel sera le visage de cette humanité dans cent ou deux cents ans. Mais il suffit de prolonger dans l'avenir la courbe commencée, et deux choses sont certaines : à condition de garantir la paix, l'humanité aura étendu le champ des connaissances et elle aura su donner une plus large application, pour tous les hommes et pour tous les peuples, aux nobles principes de liberté, d'égalité et de fraternité » (rapport Marchais). Comment dans ces conditions ne pas considérer comme de simples péripéties les avatars présents du parti ou des pays de l'Est.

Comment ne pas voir dans le coup de force de Jaruzelski une simple anicroche dans un pays qui connaissait « cent fois pire » il y a encore quarante ans, sous le fascisme ? Progrès des sciences et des techniques, « révolutionnaire », lui aussi. On est monté à la tribune pour dire combien la robotique « ouvrait des horizons nouveaux », combien la Recherche développée « créait des perspectives nouvelles », combien la statistique « démontrait scientifiquement les mutations de la société française et justifiait pleinement l'analyse du Comité Central ». Et ce laser, omniprésent, quel symbole ! Il apportait bien peu à la décoration de la salle, mais il était la Science présente au 24^e congrès.

Certitude aussi, malgré les vicissitudes, d'être une force, homogène, délimitée. Dans un congrès du PCF, on n'annonce pas que des travailleurs ont adhéré, on dit qu'ils ont « rejoint » le parti; ils sont rentrés dans le camp. Ce camp est vaste en France, et le fait que soient annoncés « les plus forts effectifs depuis la Libération » ne fait tiquer personne, alors même que la perte de 500 cellules est confirmée. Mais il est encore plus vaste dans le monde, et les 112 délégations entassées dans la tribune internationale en témoignent. Comment ne pas relativiser les résultats électoraux quand on voit que du monde entier on est venu au congrès du PCF, des ministres et des héros, des gouvernants et des guérilleros ? Plongée dans la vie quotidienne, la notion de camp est peut-être parfois subjective. Mais ici, au congrès, elle est matérielle. Il y a la salle et la tribune, le bloc des communistes, et les autres, parqués dans leur tribune, la presse et quelques invités en l'occurrence. On se fait face. Et, pour une fois, puisqu'on en a les moyens, le rapport de forces, on fait savoir par des sifflets ce qu'on pense de ces médias qui ne pensent pas comme le PCF.



Le camp ne se définit pas seulement par rapport à l'extérieur. Au congrès, on se retrouve — enfin — entre communistes, sur la même longueur d'onde, sans toutes ces contradictions qui font pourtant la vie. On y pratique une fraternité très apprêtée, qui a besoin de force démonstrations physiques et gestuelles, d'accolades et de tapes dans le dos. On ne dit pas Marchais ou Fiterman, mais Georges ou Charles, même quand on vient leur faire signer un autographe, et qu'on rougit d'honneur après la poignée de main du camarade ministre. On se persuade que tous les communistes sont égaux, du ministre d'Etat au délégué d'entreprise, mais on se libère quand plus personne n'est à la tribune. C'est la récréation. On entonne « Chevaliers de la Table ronde » quand le CC se réunit dans une autre salle, mais les visages redeviennent sérieux quand la récré est finie et que reviennent les dirigeants.

C'était cela, le PCF, dans le bocal clos du Palais des Sports de Saint-Ouen. Un rassemblement d'hommes et de femmes bardés de certitudes, heureux de pouvoir faire bloc, persuadés d'être pendant cinq jours avec l'Histoire, la Science, l'Avenir. Des hommes et des femmes de marbre.

MERCREDI, 10 h. Les derniers échos du brouhaha viennent mourir contre les parois de la vaste nef de verre et de béton qu'est le Palais des Sports de Saint-Ouen. L'appel de Gisèle Moreau a été entendu, le silence se fait, le congrès commence. Par l'élection du bureau (on disait jadis praesidium). Simple formalité, bien sûr, mais dans un congrès où moins d'un participant sur vingt aura l'occasion de s'exprimer, l'applaudimètre peut devenir moyen politique. Marchais en sort largement vainqueur, suivi des quatre ministres, de Krasucki, Ségué, Sanguedolce et Lajoinie. Les autres sont loin derrière.

Paulette Fost donne le ton avec un petit discours de bienvenue dans sa commune, et vient Marchais. Il est 10 h 15. Long, son rapport est cependant écouté dans un silence parfait, tout juste ponctué d'applaudissements quand sont évoquées l'autogestion, la Résistance, la CGT et l'URSS, et de sifflets quand résonnent les mots de Trilatérale ou de « médias ». Allongé du repas, le discours de Marchais ne se terminera qu'à 17 h. Les plus courageux des délégués avaient commencé dans la matinée à prendre des notes, mais tous finalement se sont résignés à attendre l'Humanité du lendemain.

On présente — poliment — les délégations du PS, du MRG, du PSU, saluées poliment. Autre chose est l'accueil réservé à l'Union progressiste, et surtout à la CGT. La CFDT, elle, recueillera froideur et quolibets. Le premier jour est aussi celui de l'élection des commissions. Un secrétariat du Congrès, cinq personnes (dont Plissonnier et Popperen), dont le rôle sera de sélectionner et d'ordonner les demandes d'interventions. Trente secondes, temps de levée des mandats compris. Une commission de la Résolution, chargée d'étudier les amendements proposés. Vingt noms, dont celui de Hermier. Une minute. La commission des mandats, ayant pour tâche de « vérifier » ceux-ci, dix noms, une minute. Originalité de ce congrès, une « commission » de l'Humanité est mise sur pied : six membres du CC, plus un délégué par fédération, y participent. La commission des candidatures au CC échappe à ce processus, ce qui est perçu ici comme un signe de grande démocratie : chaque fédération « proposera » au secrétariat du



congrès un ou plusieurs délégués.

Puis monte à la tribune l'ineffable Gremetz, pour le salut aux délégations étrangères. Il se risque à une énumération laborieuse et trébuchante des 112 organisations représentées. Au palmarès des ovations viennent dans l'ordre le Vietnam, Cuba, l'URSS, le Chili, la Pologne, le Polisario, le Kampuchea, le Salvador, le Nicaragua et la Chine. Le PC italien arrive bon dernier à ce petit jeu.

En tout cas, la chaleur de se retrouver ainsi partie prenante d'un si vaste camp international joue son rôle. L'ambiance est faite. Il est 19 h, et temps de se séparer.

Jeudi, 9 h. Changement de décor. La tribune des délégations étrangères est presque vide (à l'invitation de la SNCF et d'EDF, ils sont partis en TGV visiter la centrale de Creyss-Malville), celle de la presse clairsemée. Les délégués, eux, sont là. Ils entendent au total 23 interventions dans la journée. Parfois relâchée, l'attention est grande quand parlent des « vedettes », Malberg et Herzog dans la matinée. Avant d'aborder leur sujet, les autres intervenants soulignent leur accord, tantôt « profond », tantôt « total », parfois « enthousiaste », avec le rapport de Marchais.

Mais le clou de la journée sera le débat « improvisé » sur la période 1977-1981. Une nouvelle preuve de démocratie « totale ». Rémy Auchède, membre du CC, vient d'évoquer cette période. « Et si on suspendait les interventions pour se faire un petit débat ? », lance alors Malberg, président de séance. Imaginez ! Un débat dans la salle, oui, avec de vrais micros baladeurs ! Une première dans un congrès du PCF. Et reconnaissons les qualités des délégués. Pour répondre à ce fameux militant critique de Haute-Garonne, invité tout exprès, les interventions « spontanées » de la salle étaient très bonnes, bien construites, bien argumentées, bien prononcées, sans hésitations. Ce n'est pas à la portée de tout le monde d'improviser ainsi... Bref, il y eut là une petite heure qui émoustilla tout le monde, avant que ne reprennent les choses sérieuses avec le discours — très gouvernemental — de Fiterman.

On notera de cette journée qu'il fut dit que le 24^e congrès était « sans doute le plus important depuis celui de Villeurbanne » (en 1937 !), et que la période 1977-1981 non seulement n'avait pas été négative, mais qu'au contraire elle avait semé des idées neuves qui commencent seulement à être prises en compte au niveau gouvernemental. Ce jeudi également se sont réunies les premières commissions.

Vendredi, 9 h 30. Les journalistes disposent de quelques privilèges sur les congressistes. Aujourd'hui, pendant les débats, ils sont invités à un apéritif offert par Marchais, et servi par de sémillants jeunes hommes aux blousons de l'Anisette 51. C'est à cette occasion que sera annoncée la prochaine visite d'une délégation du PCF — « de niveau intermédiaire » — en République Populaire de Chine. Les congressistes aussi ont des avantages. « On » leur a remis ce matin le « bilan financier » du parti, dont les grandes lignes seront développées à la tribune par le rapporteur de la « commission de contrôle financier », avant adoption unanime. Est également à leur disposition la liste définitive des membres de la « commission des candidatures », composée finalement de cent cinquante-deux représentants des fédérations et dix délégués du CC sortant. Enfin, ils disposent dès aujourd'hui des premières conclusions de la « commission de la Résolution », et sont invités à faire leurs ultimes remarques dans la journée.

Les micros baladeurs sont ressortis, pendant trois petits quarts d'heure, pour un « débat » (à croire que les autres interventions ne sont pas considérées comme telles) sur l'appréciation de la politique gouvernementale. Il en ressort la nécessité pour le PCF de privilégier le terrain de l'action dans les entreprises, notamment par le biais de la CGT. Mais qui sont-ils, ceux qui ont l'honneur de pouvoir parler à la tribune du 24^e congrès ? Difficile à savoir de prime abord, puisque, en parfaite démocratie, chacun est présenté de manière

neutre : « Paul Laurent, fédération de Paris », « Boccara, fédération de la Somme », « Fiterman, fédération du Val-de-Marne », etc. « Chacun compte pour un », entendais-je dire. Difficile de savoir que cette grosse dame à chignon qui fait un discours particulièrement long et soporifique, Mme Hirszberg, est membre du CC et responsable CGT de la Fonction publique. Elle discutera d'ailleurs longuement en aparté avec Anicet Le Pors, qu'elle retrouvera le mardi suivant lors des négociations salariales de la Fonction publique, mais avec d'autres casquettes cette fois-ci. Difficile de savoir pourquoi interviennent Bourquin et Garino, dont les prestations n'apportent rien : en fait, leurs fédérations les avaient proposés pour le nouveau CC, mais ils n'ont pas été retenus ; « on » leur a donc offert la compensation d'un discours à la tribune. Journée courte que celle de vendredi : délégués et dirigeants vont se disséminer dans la soirée dans les 31 villes où se tiennent les « meetings de solidarité internationale » (voir encart par ailleurs).

Samedi 11 h. Un frisson dans la salle. Les journaux qui se referment, les apartés qui cessent, les regards qui se font attentifs. « On » va parler de la Pologne, cette Pologne dont la situation, ils le jurent tous la main sur le cœur, « bouleverse » les membres du PCF. Moins cependant que la manière dont les médias de la « fausse gauche » en ont traité. Ah, s'il n'y avait que l'Humain ! Jacques Estager, le spécialiste de la question, se taillera un des plus gros succès du congrès avec une intervention particulièrement sinieuse. On en retiendra que l'action de Jaruzelski ne peut pas se comprendre si on n'a pas en tête l'état de la Pologne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, que le PCF « ne cautionne pas l'état de choses actuel », mais estime qu'aucune autre solution n'était possible, et qu'enfin il est particulièrement indécent d'entendre le Président de la République remettre en cause Yalta, alors

même que cette conférence « a préservé la Pologne dans ses frontières et garanti son indépendance » (sic). Solidarité, cette petite chose née en août 1980, n'a pas eu droit de cité. Et vint, en fin d'après-midi, après une cascade d'interventions les plus diverses, Hermier. Pour « un des actes essentiels du congrès », l'adoption de la résolution. Et elle a bien travaillé, la commission, étudiant les « 465 amendements adoptés par les conférences fédérales, mais aussi les 1635 qu'elles n'ont pas retenus, et ceux qui, conformément à nos statuts, lui ont été adressés individuellement par des adhérents. Au total, la commission a donc eu à examiner 2565 amendements ». Elle en retiendra finalement 231, sans surprise on s'en doute, sauf peut-être un rajout concernant... l'alcoolisme. « Cela nous a posé problème », dira sérieusement Hermier. « Après mûre réflexion, croyons-nous, nous nous sommes rangés à l'avis des conférences fédérales qui, tout en se refusant à mettre cette question à la même place que celle de la drogue, ont néanmoins estimé qu'il nous faut attirer l'attention sur la recrudescence de ce fléau social ». « Que ceux qui sont pour la résolution lèvent leur mandat ». Une forêt de mains se lève. « Qui est contre ? ». Personne. « Abstentions ? ». Le délégué de Haute-Garonne lève la main. « La résolution est adoptée à l'unanimité moins une abstention ». Brouhaha, car une petite main, là-bas, s'est levée timidement. « Ah bon, je recommence. Que ceux qui s'abstiennent lèvent bien la main, qu'on les voie ». Sous les regards agacés et les murmures réprobateurs de 2 000 délégués, les deux dresseront à nouveau leur mandat. Le PCF a désormais un nouveau texte de référence, adopté par 99,91 % des votants. « Nous ne sommes pas des unanimistes », avait bien dit Marchais...

Dimanche. « Goûtons voir, oui, oui, goûtons voir, non, non, non, goûtons voir si le vin est bon ». Avez-vous déjà vu un secrétaire fédéral du PCF, juché

sur une table, entonner cela ? J'ai vu, vers 12 h 30, en ce dimanche de clôture où volent les confetti et s'élisent les comités centraux.

Le fameux « retard historique » ne doit pas toucher les hommes. En tout cas, c'est le même Gaston Plissonnier qui, depuis 1956, « rapporte » sur les candidatures au CC. Avec bonhomie. Le CC a fait du « bon travail », il est composé de « bons militants », il n'y a donc pas lieu de le transformer. Seuls douze nouveaux arrivent, pour remplacer « neuf camarades qui ne se sont pas représentés, à leur demande », Fiszbin « qui est parti de lui-même », et Ballanger, décédé. La commission ne fait d'ailleurs que « proposer » 145 noms, chacun étant « bien sûr » libre de voter pour d'autres, les sept proposés par des fédérations et non retenus par exemple. Deux de ces derniers obtiendront d'ailleurs une voix chacun. On vote à bulletin secret, sur la base d'une liste remise à chaque délégué, en présentant son mandat avant de glisser son enveloppe dans l'une des urnes disposées aux quatre coins de la salle. La liste des candidatures est établie par ordre alphabétique. Le dépouillement, plus long que prévu, n'apportera cependant, qui en aurait douté, aucune surprise. Sur les 1 988 votants (il y a 18 absents « pour cause familiale ou de santé »), les candidats obtiennent entre 1 976 et 1 986 voix. On notera cependant qu'en plus du bulletin blanc et du bulletin nul, trois délégués, dans le secret de leur vote, ont rayé Marchais, Fiterman et quelques autres des listes.

Et disparaît dans une salle attenante le nouveau comité central, et explosent les délégués. C'est le moment des chants populaires et des chansons à boire, que n'interrompt que le retour du CC, une demi-heure plus tard. Secrétaire général, bureau politique et secrétariat seront acclamés, évidemment, de même que Georges Ségué, partant du BP, mais qui, par le plus grand des hasards, se trouve présider la séance. Il est 13 h 45, Marchais remonte à la tribune, le silence se refait : « Notre parti est une grande force », « il est plus jeune que jamais », « ce fut un grand congrès ». Comme toujours.



C'EST fini, on n'en parle plus ! La tempête a fait place au calme plat. L'équipage en a profité pour colmater les voies d'eau, masquer les traces des dégâts, et jeter par-dessus bord les objets encombrants. Le capitaine et ses officiers ont analysé la tempête, et conclu qu'elle était inévitable puisque le cyclone venait de très loin dans le temps. Désormais, tout danger est écarté. Le navire est bon, quoiqu'un peu amoindri, le capitaine est valeureux, les hommes sont à leur poste, le cap est fixé, les voiles sont hissées. Faute de vent, il ne reste plus qu'à souffler très fort tous ensemble pour qu'elles se gonflent...

La configuration du Palais des Sports de Saint-Ouen aidant, l'image peut être créée à propos du PCF saisi en son 24^e Congrès. De la tempête, il y en a eu assurément durant ces trois dernières années remplies d'Afghanistan et de Pologne, de renouvellement des oppositions internes, d'accord contraint avec le PS ou encore de ces fameux 15 % qui feront date. Comme frappé d'amnésie collective, le 24^e congrès a pourtant semblé oublier toutes ces difficultés. De la période 1977-1981, forcément « complexe » et « contradictoire », il n'est plus guère retenu, au niveau du discours courant, que « l'intensité de la bataille politique » et sa « conclusion », la présence de quatre communistes au gouvernement de la République.

Idées neuves

L'amnésie fait même bon ménage avec le fantasme, puisqu'un des thèmes principaux repris par les différents intervenants a été celui des « idées neuves » émises durant cette période, idées tellement neuves qu'elles n'ont pas été comprises par une partie de l'électorat, bien qu'elles soient aujourd'hui progressivement reprises en compte par le gouvernement. Sont ainsi cités la priorité donnée à la Recherche, le nucléaire, la relance du charbon, la nationalisation de la sidérurgie, ou encore la politique de Santé. Le tour de passe-passe sur ce moment tourmenté de l'histoire du PCF qui va des succès aux municipales de 1977 à l'écroulement des présidentielles n'est pas anodin. Il vise évidemment à dédouaner la direction des échecs récents. Il vise aussi à verrouiller les portes face à une contestation interne, principalement véhiculée par *Rencontres Communistes Hebdo*, qui porte justement sur cette période. Enfin, et semble-t-il surtout, il tend à démontrer que la présence du PCF au gouvernement, loin d'être mutilante, peut au contraire lui permettre de faire passer un certain nombre de propositions.

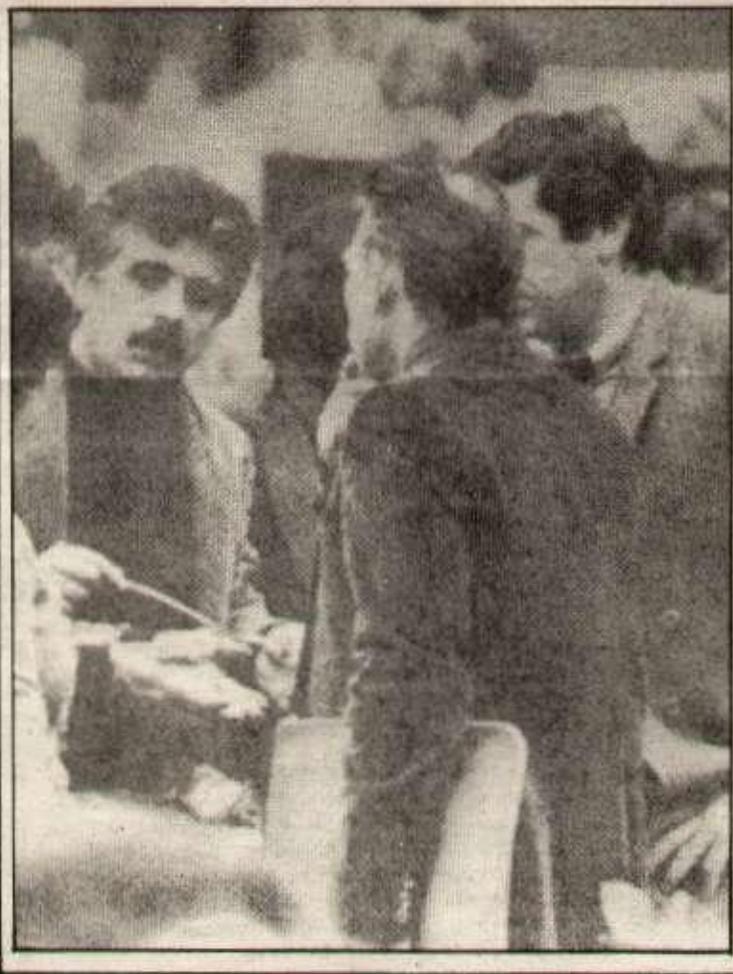
Triptyque

Ainsi s'éclaire un des volants de

LA STRATEGIE DU CRABE

Le PCF se fixe pour but de « tirer et pousser » à la fois.

En marchant ainsi de travers, il voudrait bien parvenir à un socialisme à ses couleurs.



la tactique du PCF, dont tout le Congrès a montré on ne peut plus clairement qu'elle s'articulait autour de trois modules, les ministres,

le parti en tant que tel, et la CGT, cette dernière étant supposée parfaitement contrôlée. Aux ministres, il revient d'être des

« constructeurs » prouvant dans la pratique les qualités de gestionnaire du PCF. A eux d'appliquer une solidarité gouvernementale « sans faille », tout en tentant de « tirer » leurs collègues, et le président lui-même, « toujours plus loin et plus vite dans le sens des réformes ». Ils sont désormais la vitrine du parti — et de son projet — et en cela particulièrement valorisés. L'accueil fait par les délégués à Fiterman, comme la manière dont celui-ci a tenté de se poser en homme d'Etat l'attestent.

Le parti, lui, « tire et pousse à la fois », ce qui est un exercice difficile. Pas question pour lui d'abandonner le terrain privilégié des entreprises, bien au contraire, puisque c'est là qu'il est le plus à même de perpétuer son rôle de « défenseur des pauvres » tout en se spécifiant par rapport au PS. Mais dans le même temps, il est demandé à tous les militants de se comporter « en membres d'un parti de gouvernement », d'être eux aussi des « constructeurs » capables de faire des propositions économiques et de « s'intéresser directement à la question du pouvoir ». Un délégué des Yvelines, cheminot, a parfaitement résumé les choses en montrant combien il était difficile de « soutenir et expliquer l'action de Charles », (Fiterman, bien sûr), tout en « conservant l'influence du parti chez ceux pour qui le chan-

gement ne va pas assez vite ».

C'est ici qu'intervient le troisième volet du triptyque, la CGT. Son rôle « décisif », la nécessité de la « développer », de l'« aider », tout cela a été maintes fois répété. La promotion au BP et au CC de plusieurs de ses dirigeants actuels ou passés éclaire bien le poids que le PC entend faire jouer à une centrale syndicale qu'il considère vraiment comme sienne. Influente, numériquement nombreuse, actuellement majoritaire, non liée au gouvernement, la CGT se voit fixer comme tâche de parler haut et fort, d'agir éventuellement, et en tout cas d'être le fer de lance de la contestation des mesures gouvernementales, quand celles-ci ne vont pas dans le sens voulu par le PC.

Sur des rails

Un changement qui va « dans le bon sens » grâce à l'action des ministres communistes, un parti qui lie les actions de défense aux propositions de réformes, une CGT qui organise l'action à la base et capitalise éventuellement les mécontentements, tout est donc sur les rails. Il ne reste plus qu'à attendre les dividendes électoraux de cette tactique. Marchais n'hésitant même pas à dire — en aparté il

Généralistes et syndicalistes

Les délégations étrangères présentes au congrès du PCF n'y prenaient évidemment pas la parole, leur nombre le rendant impossible, mais, comme à l'accoutumée, elles se sont rendues en meeting, par groupes de quatre, dans différentes villes de France.

A Amiens, dans le fief de Maxime Gremetz, celui-ci accueillait le représentant du parti polonais, le ministre Czyrek. Un couac : le même soir, dans le même bâtiment, se tenait, à l'initiative de la coordination CGT pour Solidarité, une réunion de soutien à la lutte des travailleurs polonais; ceci en dépit des manœuvres de la municipalité — PCF — d'Amiens, qui avait tenté au dernier moment de retirer la salle aux syndicalistes, arguant de frictions possibles entre les deux assistances.

C'est donc dans une ambiance tendue que se sont tenus, vendredi 5 février, deux rassemblements bien différents, regroupant chacun 300 à 400 personnes, l'un avec un ministre de la Junte, l'autre avec un des responsables de Solidarité en France, Zbigniew Kowalewski. Echanges verbaux dans le hall d'entrée commun. « Rendez-nous Walesa, on vous rend Krasucki ! », à quoi les gros bras du service d'ordre du PCF répliquaient finement : « Bergeron ! Bergeron ! ».

Cependant que commençait la réunion de soutien à Solidarité, dans un amphithéâtre plein à craquer, la réunion « de solidarité internationale » du PCF entamait la litanie des interventions des délégations. Après le Bahreïn et l'Equateur, ce fut au tour d'un membre d'une délégation tchadienne d'évoquer longuement la situation dans son pays, étonnant un peu son monde lorsqu'il expliqua qu'à la suite de l'« entente nationale » réalisée au Tchad, son « parti du prolétariat » détenait plusieurs ministères, dont celui des Transports. « Nous sommes persuadés que notre participation au gouvernement, quoique modeste, sera utile et positive ».

Mais on avait gardé le meilleur pour la fin. C'est le représentant du parti « ouvrier » polonais, le ministre Czyrek (on n'a pas précisé son grade) longuement ovationné par l'assistance, qui commence un couplet anodin sur les liens amicaux et ancestraux entre la France et la Pologne, pour évoquer enfin la situation interne de son pays, dans l'inénarrable langue de bois des pays de l'Est : « Notre pays traverse une passe difficile, qui est due tant à des causes objectives qu'à des erreurs subjectives... » Lorsqu'il quittera la salle, par une porte discrète, il sera bloqué quelque temps et copieusement injurié par des militants de la coordination CGT. M. Gremetz a dû s'excuser de ce que de tels accroc puissent se produire dans sa bonne ville.

est vrai — que le PCF espère bien par ce moyen redevenir le premier parti de gauche... On peut toujours, dans le champ clos d'un Congrès, se bercer d'espoirs. Les réalités sont dehors.

Fort de ses ministres, le PCF peut bien tenter de se réclamer de l'action gouvernementale depuis le 10 mai, pour en tirer profit. Difficile cependant d'occulter la présence largement minoritaire des communistes au pouvoir, et surtout le fait que la politique actuelle est avant tout celle définie par le PS et son ancien premier secrétaire, politique à laquelle le PC a été contraint de se rallier, après l'avoir définie comme étant « de droite ». Si bénéficie du pouvoir il y a, on peut logiquement penser qu'ils reviendront avant tout au PS.

A l'autre bout de la chaîne, fort de la CGT, le PC peut bien tenter de capitaliser les déceptions et les réticences envers les lenteurs du changement. Cela peut permettre de gagner quelques voix et de faire oublier un peu les 15 % d'avril 81, mais outre que la présence au gouvernement rend les choses plus délicates, la fonction revendicative, le « plus loin et plus vite » ne constitue en rien une alternative. Il faut, il faudrait, donc au PC autre chose, un projet susceptible de rallier à lui bon nombre des électeurs du 10 mai. Ce projet, n'en doutons pas, existe.

L'utopie

Il s'appelle le « socialisme à la française », et il confirme la continuité des objectifs du PCF depuis au moins le 22^e Congrès de 1976. « Socialisme à la française ». C'est à peu de chose près l'envers du capitalisme, comme si celui-ci, se retournant comme les doigts d'un gant, donnait une « autre » société. Ce n'est pas par hasard que Marchais a employé cette forme de rhétorique dans son rapport (le capitalisme, c'est ceci, le socialisme c'est le contraire). Ce n'est pas par hasard que tous les exemples de « nouvelle pratique politique » n'ont finalement décrit qu'une manière pour le PCF de se situer au confluent des luttes à la base et des mesures gouvernementales. Ce n'est par hasard non plus qu'une bonne part du Congrès a été consacrée à une appréciation positive des régimes de l'Est, où « par un long processus de transformation du réel, se construit l'utopie » (sic).

Le PCF a donc bien un projet « définitivement élaboré » en ce 24^e Congrès si l'on en croit Marchais. Ne lui manquent dans la période que les moyens d'y parvenir. Mais sans doute n'est-ce pas à l'ordre du jour d'un parti profondément affaibli, dont l'objectif primordial semble bien être aujourd'hui de se refaire une santé interne et électorale. Avec les mêmes hommes, la même politique, le même projet, les mêmes modèles. Qui a parlé de « mutations » ?

A propos des relations renouées entre PCF et PCC

Le 24^e congrès du PCF a été l'occasion de voir se renouer des relations entre ce parti et le Parti Communiste chinois, relations rompues depuis près de vingt ans. Après la visite de Berlinguer en Chine, suivie par celle de Santiago Carrillo, c'est le tour des dirigeants du PCF de se rendre à Pékin. Quelle signification peut-on accorder, de part et d'autre, à la reprise de ces relations, une fois passé le moment compréhensible de surprise à entendre rapidement esquissé par la bouche d'Alain Roux, à la tribune du 24^e congrès, le bilan de la Révolution culturelle, avant même que le

te. Depuis le 10 mai, et malgré la présence de ministre PCF au gouvernement, rien n'indique, tout au contraire, qu'il ait modifié ses positions internationales. Dans le même temps, la crise polonaise était l'occasion pour le PCI de marquer sans ambiguïté ses distances avec les Soviétiques. Ce n'est donc pas sur la base d'une modification des relations entre PCUS et PCF que se renouent les relations avec le Parti chinois. En seront-elles de ce fait modifiées ? Rien jusqu'ici ne l'annonce. Par contre, côté PCF, le rétablissement des relations avec le PCC est avantageux dans la mesure où il pour-

critique de l'Union soviétique comme puissance hégémoniste et social-impérialiste n'a pas cessé d'être articulée depuis lors, bien que le fondement essentiel de cette analyse, l'appréciation de l'URSS comme un pays dans lequel le capitalisme a été restauré, n'ait plus aujourd'hui la même clarté, avec la liquidation des termes du « grand débat » dans le Mouvement Communiste International des années 63-64. En effet, selon la thèse léniniste, l'impérialisme procède du capitalisme, et on ne saurait, comme l'avaient imaginé, au colloque de Khabine de 1979, certains intellectuels chinois, soutenir à la fois

national, elle-même antérieure au déclenchement de la Révolution Culturelle, n'a eu qu'une portée assez limitée et ses termes ont vieilli. Si les questions essentielles qu'elle soulève demeurent (rapport entre réformisme et révolution, nature des Etats socialistes réellement existants, rapports avec l'impérialisme, elles ne trouvent pas de réponse suffisante dans la simple affirmation d'un maintien des principes antérieurement définis par le Mouvement Communiste International, elles sont à reformuler pour l'essentiel, en fonction des transformations effectives qu'a connues le monde depuis la révolu-



L'ambassadeur en France de la RPC au 24^e congrès du PCF

congrès du PCC, pas encore réuni, n'ait eu à le prononcer.

L'élément essentiel de nouveauté que comporte cet événement, c'est le fait que c'est avec le parti d'Europe occidentale le plus lié à l'Union soviétique que les relations sont rétablies. Particulièrement actif dans la défense des positions vietnamiennes lors de l'envahissement du Cambodge par ce pays, puis dans le conflit qui l'oppose en 1979 à la Chine, ardent zéléateur de l'intervention soviétique en Afghanistan, défenseur inlassable des thèses soviétiques sur la détente en Europe, au moment où l'URSS renforce son dispositif militaire à la frontière des pays occidentaux, et de la junte militaire polonaise, le PCF a plutôt accentué dans les dernières années son alignement sur Moscou, vraisemblablement d'ailleurs sur la base de considérations d'ordre interne, et cela au moment même où il affichait une attitude sectaire et anti-socialis-

rait atténuer la représentation de trop grande dépendance à l'égard des Soviétiques, qui pèse à de nombreux cadres et militants et lui aliène une partie importante de l'opinion publique.

Cet événement a fait naître de nombreuses interrogations sur le devenir des relations sino-soviétiques, et on a pu y voir l'annonce d'une redéfinition assez rapide de ces relations, le retour à une situation non conflictuelle entre les partis chinois et soviétique, voire un renversement assez spectaculaire du système d'alliances à l'échelle mondiale. On n'en est évidemment pas là, car il s'agirait alors non plus de l'extinction du différend idéologique rendu public dans les années 1963-1964, mais d'une rupture avec toute la logique de la politique chinoise appuyée sur la thèse des trois mondes, qui est l'élément essentiel de continuité entre la période de direction maoïste de la Chine et la période qui s'est instaurée en 1976. La

ces deux propositions : l'Union soviétique est un pays socialiste, elle est en même temps impérialiste.

Le Grand Débat, quant à lui, est bien clos, et les bases de la scission du Mouvement Communiste International ont cessé d'être appréciées comme valides par le PCC. C'est toute l'analyse en termes de révisionnisme de la politique du Parti Communiste de l'Union soviétique sous la direction de Khrouchtchev et des partis qui empruntaient leurs analyses essentielles sur la co-existence pacifique avec l'impérialisme et le passage pacifique au socialisme, c'est cela qui a été remis en cause par le PCC, et du même coup la légitimation d'une ligne opposée, de nature révolutionnaire.

Or, cette délimitation entre révision des principes du marxisme-léninisme et maintien de ces principes, sur la base de laquelle s'était produite la scission du Mouvement Communiste Inter-

tion d'Octobre et des expériences positives et négatives du mouvement communiste lui-même. Parmi d'autres raisons, cette insuffisance de la définition révolutionnaire lors de la scission du Mouvement Communiste International explique le faible développement des organisations et partis qui se sont constitués alors pour la défense du marxisme-léninisme. Le rétablissement des liens entre le PCF et le PCC apparaît aussi comme une sanction de cette limite. Mais elle intervient au moment où, pour notre parti, l'analyse de cette limite donne lieu à un effort de redéfinition de son système de référence théorique et politique et de sa stratégie. C'est à cette condition qu'une identité révolutionnaire pourra se constituer. Car la constatation de l'inadaptation des réponses antérieures à la réalité ne supprime pas les questions essentielles, qui étaient posées; mal.

M.C.

Tribune de discussion du 4^e Congrès du PCR

VERS le milieu des années 70, on assiste à tout un bouleversement idéologique, dont quelques aspects sont décrits dans le bilan, et sur lesquels il ne me semble pas utile de revenir.

Quelle va être la position du PCR face à cette « crise de la subjectivité révolutionnaire » ? Il est dit dans le bilan que le PCR adopte une position « défensive » (« Défense et maintien des valeurs révolutionnaires »), qui « ne peut tenir lieu de réponse aux mises en cause du marxisme ». Ce n'est pas non plus là-dessus qu'il me semble utile de revenir. C'est par contre l'explication de cette attitude qui me semble insuffisante. A ce propos, le bilan mentionne : « On peut penser que dans cette période le Parti a eu tendance à sous-estimer l'ampleur des questions idéologiques qui se trouvaient posées et qui appelaient un dépassement des réponses alors formulées, un renouvellement de la doctrine ».

Le fait que le PCR ne se soit pas engagé franchement et publiquement dans le débat idéologique va bien au-delà de l'appréciation sur l'ampleur des questions soulevées.

Prenons l'exemple de la campagne qui se développe à cette époque-là autour de la remise en cause du marxisme, de l'assimilation du socialisme au fascisme d'une part, et d'autre part, les questions que suscitent les goulags des pays de l'Est, et, entre autres, la question du stalinisme. André Glucksmann intervient en publiant plusieurs ouvrages, qui ont un certain impact.

Comment le PCR intervient-il, lui, par rapport à ces idées qui font boule de neige ?

— Glucksmann fait l'objet de quelques lignes virulentes dans le *Quotidien du Peuple* (ce n'est pas la virulence, bien sûr, qui est contestée, mais les quelques lignes !).

— *La Cuisinière et le Mangeur d'hommes* (ouvrage-clé de Glucksmann) fait l'objet d'un article détaillé dans *Front Rouge* de décembre 1977, revue à diffusion oh combien restreinte !

— Le PCR apporte une réponse politique, fruit d'une réflexion importante, avec le *Manifeste pour le Socialisme*. Ce *Manifeste*, qui représente un effort non négligeable, à mon avis, est diffusé à la base, par les militants, en fonction de leur implantation et de l'importance de leur intervention.

Le PCR peut-il prétendre avoir touché réellement la frange de gens qui n'était pas insensible aux arguments d'un Glucksmann ? Sur quel terrain s'est-il placé pour apporter ses réponses et ses propositions ?

Sur son propre terrain, en

restant dans son coin, sans aucun doute ! Et cette conception frileuse de l'intervention dans le champ idéologique est à rattacher à la façon dont est envisagé le développement du Parti, c'est-à-dire l'accumulation des forces. Elle pourrait se résumer dans la formule de la ta-



Bernard-Henri Lévy

che d'huile : les militants, par leurs interventions dans les entreprises, dans les quartiers, convainquent individuellement des gens qui, tôt ou tard, doivent rejoindre les rangs du Parti, et c'est ainsi qu'il grossit.

Ainsi, en privilégiant cet aspect-là, on tourne le dos aux médias, qui sont pourtant l'instrument qu'utilisent ceux qui

sont à l'initiative de cette campagne pour faire circuler leurs idées (l'édition en particulier et la publication d'articles dans les grands journaux).

Ce choix, cette attitude placent le PCR en décalage par rapport aux interrogations qui

lectuels dans la diffusion des idées qui, à un moment donné, correspondent aux préoccupations d'un groupe social ?

2) Quel est, à ce moment-là, le rapport entre les intellectuels et

a) les gens qui ont ce type d'interrogations;

A propos du bilan concernant l'intervention du PCR dans le champ idéologique au milieu des années 70

naissent, avec toutes les conséquences que cela peut avoir quant à son impact, et à sa crédibilité. Cette situation marginale par rapport aux médias dans laquelle s'est tenu le PCR soulève des questions sur lesquelles il serait important de réfléchir pour intervenir efficacement dans le champ idéologique.

1) Quel est le rôle des intel-

b) ceux qui n'y seront sensibilisés que plus tard ?

Toujours dans le même ordre d'idées, quel est le rôle des médias dans la propagation des idées en France, et dans leur infiltration du tissu social ? De la réponse que l'on fournit à ces questions dépendent des interventions tout à fait différentes.

— Soit l'on reste dans son

coin et on continue à faire confiance à la « tache d'huile ».

— Soit on engage une réflexion sérieuse sur le moyen matériel d'intervenir dans les médias, mais aussi sur une réelle politique de recherche théorique. Et dans ce cas, il ne faudrait pas hésiter à faire un appel dans les rangs du PCR lui-même, mais aussi à l'extérieur. Il ne faudrait pas hésiter non plus, l'enjeu en vaut la peine, à prêter attention aux travaux qui sont faits dans tous les domaines et qui font avancer la connaissance (histoire, sociologie, sciences, etc.)

Enfin, cela impliquerait également deux choses.

La première serait de ne plus cacher le débat, pour l'extérieur, sur des questions brûlantes, débat qui existe dans les rangs du PCR. Et pour cela, il faudrait consentir à se départir de cette méfiance paralysante envers une position non encore élaborée. Pourquoi ne pas montrer publiquement que dans le PCR on débat ? Et le montrer, cela veut dire que l'on sait que l'on peut être amené à modifier des analyses, toujours publiquement, cela s'entend.

La deuxième serait de sortir de cette conception étroite du centralisme démocratique qui consiste à se contenter de « centraliser et concentrer les idées justes des masses ». Là aussi un certain nombre de questions méritent d'être posées.

Comment peut-on isoler les aspirations des gens, si justes soient-elles, du contexte politique et idéologique dans lesquelles elles se trouvent ? Quelle valeur opératoire cela peut-il avoir, de ne concentrer que ces idées sans, par ailleurs, porter une appréciation d'ensemble sur la situation politique et le champ idéologique dans lesquels elles se développent ?

L'article 15 des statuts est un bel exemple de cette conception, ainsi que le 7 octobre 1976 où la « centralisation des idées justes » avait pourtant bien fonctionné. Ce jour-là, la sur-estimation de la situation n'est-elle pas explicable non seulement par le fait que n'ont été pris en compte que les points de vue d'une frange avancée de gens, mais aussi que ces points de vue ont été isolés de tout le contexte politique, comme si la réalité était si simple que l'on puisse se contenter d'en ponctionner les « idées justes » ?

Martine J.
(cellule Aubervilliers-Saint-Denis)

LANALYSE du bouleversement du champ idéologique en France apparu au milieu des années 70 constitue une part importante du bilan de notre activité.

L'enjeu apparaît clairement : le courant anti-marxiste qui s'est développé, comme le questionnement sans réponse de la théorie marxiste, ne doivent pas constituer dans la période à venir un obstacle à une maturation et une clarification politique du mouvement social, ainsi qu'à sa transcription au plan de l'édification d'une force révolutionnaire.

De ce point de vue, posons-nous la question : est-ce normal que la matière première de choix qui a principalement alimenté l'argumentation (fragile) des « idéologues anti-marxistes » anciens ou nouveaux, mais qui a aussi posé question aux révolutionnaires en semant le doute dans leurs rangs, est-il donc normal que cette matière première s'identifie aux résultats totalement ou partiellement négatifs obtenus au cours de transformations socialistes (ou avouées comme telles) de sociétés de surcroît différentes à de nombreux égards de la nôtre, tant du point de vue sociologique, économique, culturel, évolution historique (URSS, Chine, Cambodge, Vietnam...)? A mon sens non. Depuis le début du siècle, dans le domaine des mouvements qu'initialement on peut qualifier de progressistes ou de révolutionnaires, il n'y a pas eu que des luttes de libération nationale ou des révolutions socialistes. En particulier, en France ou en Europe, pour ne parler que de ce qui est proche, combien de mouvements populaires concernant différentes couches sociales, d'ampleurs et d'impacts certes différents, se sont produits sans donner lieu, en dehors d'une caractérisation politique ou dans le meilleur des cas à un enrichissement d'analyse politique, à un approfondissement théorique ?

Citons-en quelques-uns : 1936, les grèves d'après la Libération, celles d'avant 1968 et le mouvement de 1968 lui-même, les grèves d'O.S., Lip et à la campagne les mouvements de viticulteurs, ce qui s'est passé en 1968 même, le mouvement des paysans travailleurs..., dans le milieu employé les grèves de postiers, des banques..., le mouvement populaire en Pologne; reconnaissons que toutes ces luttes n'ont donné lieu qu'à une traduction politique de leur contenu, des aspirations qui s'y sont manifestées, sans interpellier (ou si peu) positivement la théorie marxiste et les différents apports dont elle a bénéficié (Mao Tsé-toung en particulier).

Une logique ou un type de raisonnement s'est développé, selon lequel ce qui accouche



Renault 1968

« Reconstruire un courant idéologique »

d'une révolution, d'une prise de pouvoir, peut seul servir à vérifier ou non la justesse d'une science par définition incomplète (ce n'est pas faire injure à Marx, Engels, Lénine, Mao Tsé-toung, Gramsci...), éventuellement à l'enrichir sur des aspects particuliers.

Posons la question plus brutalement et plus directement : le matérialisme dialectique n'a-t-il pas marché sur une jambe depuis plusieurs décennies ? Il est temps d'en finir avec une situation où, *de fait*, dans le rapport à la théorie révolutionnaire, il y a deux statuts : l'un privilégié pour les dirigeants historiques et acteurs d'un processus révolutionnaire conduisant à l'instauration d'un nouveau pouvoir (il ne s'agit pas là de relativiser ni leurs mérites ni

leurs erreurs), l'autre secondaire pour ne pas dire réduit à néant pour ceux, et ils sont nombreux, qui n'ont pas encore atteint cette étape, condition nécessaire, mais loin d'être suffisante, l'Histoire l'a montré.

Ne parlons pas de ceux pour qui le vocabulaire marxiste tient lieu de caution théorique ou d'autres pour qui il est d'un grand secours pour maintenir leur système d'exploitation chez eux et à l'extérieur de leurs frontières.

Bien sûr, on peut rechercher les causes de cet état de fait dans les traditions et les rapports qui ont prévalu entre Partis Communistes au sein de la III^e Internationale, ou entre Partis Communistes (au pou-

voir ou non) et les « contestataires » et « dissidents » de l'époque qui étaient pour le moins stérilisants... Mais est-ce bien suffisant ?

De deux choses l'une, ou le marxisme est une théorie scientifique ou il n'en est pas une. Parce qu'elle s'adresse et vise à transformer les sociétés aussi diverses que les couleurs d'un arc-en-ciel, elle présente quelques particularités et son « utilisation » soulève quelques questions qu'il me semble urgent d'aborder. En voici quelques-unes :

1) Dans la liaison de la théorie à la pratique, y a-t-il un élément nouveau, qualitatif, introduit dans la pratique lorsqu'elle s'accompagne de l'exercice du

pouvoir ? Autrement dit, de quelle manière et jusqu'où la transition, la rupture de l'ancienne société à la nouvelle doit-elle modifier les rapports existant entre pouvoir politique et parti révolutionnaire ?

2) Si la théorie marxiste est une science qui vise à une explication et une connaissance d'ordre rationnel de la société, n'y a-t-il pas une part de faits sociaux (principalement dans le domaine culturel) qui doivent échapper à un moment donné à l'influence du pouvoir politique ?

3) Théorie scientifique, mais aussi théorie incomplète, on sait l'importance qu'ont accordée entre autres Marx, Engels et dans une moindre mesure Gramsci aux études ethnologiques (= description et analyse des groupes humains sous tous leurs aspects, écologique, technologique, économique, politique, juridique, religieux, familial...) A l'époque, ces études ne concernaient que des sociétés dites primitives. De ce point de vue, que l'on prenne garde : l'ethnologie ne nie pas la possibilité d'une science de la formation sociale, il observe, il décrit, mais ne se considère pas comme acteur. Cette science a été et est toujours traversée par de multiples courants idéologiques, et le marxisme n'en est pas un des moindres. Aujourd'hui, c'est aussi sur les sociétés développées que se portent les études ethnologiques, qu'elles concernent les sociétés rurales, urbaines, et dans tous les domaines de la vie ou de l'activité sociale. Lorsqu'on sait l'attention toute particulière portée par les gouvernements à ces études (l'Institut d'Ethnologie lorsqu'il existait en France dépendait du ministère des Colonies, les études réalisées en Asie du Sud-Est ont beaucoup été étudiées par les Américains..., l'« Ecole ethnologique » soviétique est une des plus actives au niveau des études produites soit en URSS soit en Afrique...), on comprendra qu'il s'agit là d'un domaine producteur d'éléments d'analyse indispensables pour qui veut approfondir la théorie marxiste.

Reconstruire un courant idéologique n'est pas chose facile, et c'est peut-être pour cela qu'il importe, sur la base des acquis existants, de bien définir dans quel esprit cela doit être conduit, quelle doit être sans prétention notre contribution à cette entreprise et avec quels courants, quels apports du domaine des sciences sociales cela doit se réaliser.

Denis (fédération Paris-Nord)

EPUIS des années, le 8 mars est une journée internationale de lutte des femmes, un moment de réaffirmation de notre force, de notre refus de l'oppression, de notre solidarité avec toutes les femmes en lutte dans le monde entier.

8 mars 1982... Depuis dix mois, la gauche est au pouvoir en France. Cette année, le 8 mars devient date officielle, le président de la République recevra des représentantes des Associations féminines et féministes, des militantes syndicales... Certains demandent que le 8 mars soit jour férié, chômé pour toutes les femmes...

Bref, jamais, comme ce 8 mars 1982, nous n'aurons autant été fêtées, « célébrées »...

Mais derrière les « honneurs » et les médailles, qu'en est-il exactement ?

Les femmes, le 10 mai, ont contribué de toutes leurs forces au départ de VGE et de ses sbires; avec l'arrivée de la gauche

discriminatoires comme celles sur le travail (lois votées sous Giscard et qui n'avaient pas à l'époque bénéficié des voix de la gauche) sont reconduites : Pierre Mauroy n'expliquait-il pas dans son discours de rentrée qu'un des moyens de lutter contre le chômage était le développement du temps partiel ?

Oui, aujourd'hui, les femmes sont les laissées pour compte du changement, et ce malgré les promesses et les honneurs. Notre situation sur le marché du travail ne cesse de se dégrader : plus de 55 % des chômeurs sont des femmes, avec les lois sur le temps partiel est officialisé le refus de reconnaître que les femmes, comme tout travailleur, ont droit au plein emploi... Des milliers de licenciements sont prévus dans les secteurs à majorité féminine (textile, habillement), 30 % de suppressions de postes sont annoncées pour les années à venir dans le tertiaire avec le

talités... Les femmes ne sont pas dupes. Le changement ne se mesure pas aux paroles et aux promesses, mais aux actes...

Ainsi, si pour certaines femmes, la revendication du 8 mars journée chômée-payée apparaît comme un juste droit, une reconnaissance des femmes, il est clair que même si nous obtenions ce « cadeau », cela n'apporterait aucune solution aux problèmes concrets posés aux femmes par la dégradation de la situation économique notamment. *Ce que nous voulons, ce que nous attendons d'un gouvernement de gauche, ce sont de réelles mesures permettant de changer la situation de toutes les femmes* : la reconnaissance du droit au travail, c'est-à-dire l'abrogation des lois sur le temps partiel votées sous Giscard, une réelle diminution du temps de travail sans perte de salaire, la mixité absolue de l'embauche, la formation, la promotion; des

Un appel « pour le succès du socialisme en France »

Lancé au début du mois de février, cet appel (voir le texte ci-dessous) est signé par 71 personnalités de gauche, politiques ou syndicales.

S'appuyant sur l'ampleur de la victoire de la gauche aux élections du printemps 1981, il se présente comme une démarche de regroupement : « les signataires veulent renforcer l'unité de toutes les composantes politiques qui participent au changement en cours », « des forces issues de toutes les expériences politiques et syndicales qui se réclament du socialisme ainsi que des forces qui cherchent encore les moyens de participer au changement au-delà des grandes organisations politiques existantes ». S'adressant à des femmes et des hommes de gauche venus d'horizons différents », cet appel invite à concrétiser ce regroupement par la

création de « comités de l'unité ».

Parmi les signataires, se trouvent à la fois certains cégétistes connus pour leur opposition à la ligne confédérale (René Buhl, Jean-Louis Moynet, Raymond Charpiot...), des oppositionnels du PC comme Maurice Kriegel-Valrimont ou Jean Chaintron qui avaient participé au regroupement du « Manifeste », ou anciens membres du PCF comme Alexandre Adler ou Antoine Spire. Des membres de la direction du PSU (Serge Depaquit, Victor Leduc) participent aussi à cet appel ainsi que plusieurs responsables du PS parmi lesquels Didier Motchane, Claude Estier, Gérard Delfau. Un appel qui témoigne donc à la fois de la diversité possible des stratégies en présence et de la vitalité des aspirations au regroupement et au socialisme démocratique dans notre pays.

Communiqué

8 mars 1982 : journée internationale des femmes

au pouvoir, nous étions en droit d'attendre une autre politique que celle que nous avons subie précédemment (politique nataliste, renvoi au foyer, travail à temps partiel, c'est-à-dire chômage à temps partiel, limitation draconienne de notre droit à l'avortement, etc.).

Et ce, d'autant plus qu'on nous avait fait de nombreuses promesses... F. Mitterrand, au Colloque organisé par *Choisir*, avait rappelé les positions du PS sur toute une série de questions nous concernant : sur l'avortement : remboursement par la SS, élargissement des délais, suppression des clauses restrictives pour les mineures et les immigrées, sur le travail, dénonciation de la politique de renvoi au foyer, augmentation des équipements collectifs (300 000 places de crèches nouvelles devaient être créées), travail à temps partiel : (« au temps partiel, formule pénalisant les femmes, il faut préférer la réduction du temps de travail ») etc.

Or, nous constatons que dix mois après l'élection de F. Mitterrand, nous attendons toujours... Non seulement les promesses ne sont pas tenues (avortement, toujours rien malgré les déclarations d'Yvette Roudy, crèches : 10 000 places supplémentaires dans le budget, chiffre dérisoire face aux besoins), mais des lois ouvertement

développement de l'informatique...

La véritable ségrégation à notre égard qui règne dans le monde masculin du travail demeure et s'amplifie : les femmes gagnent 50 % de moins que les hommes, la formation professionnelle reste un bastion masculin, les rares équipements collectifs sont dérisoires par rapport aux besoins, enfin, les tâches ménagères reposent toujours sur nos épaules...

Si le quota de 60 % en faveur des femmes dans les stages de formation décidé par Yvette Roudy est un juste rattrapage, le début d'application des mesures concernant la formation professionnelle — création de stages pilotes de bureautique — ne va pas, le moins que l'on puisse dire, dans le sens de rompre le ghetto des filières féminines, des emplois sous-payés, sous-qualifiés. Seule une loi obligeant les patrons à la mixité absolue de l'embauche, de la formation, de la promotion, avec possibilité pour les associations féministes de se porter partie civile, peut améliorer cette situation. Nous l'attendons...

Bref, nous continuons à faire les frais d'une société patriarcale et capitaliste, et ce, malgré les déclarations d'intention sur le nécessaire changement des men-

équipements collectifs correspondant aux besoins des femmes, non seulement des crèches, mais aussi des laveries, des restaurants de quartier, moyens de sortir les femmes du ghetto du travail domestique, l'abrogation de la loi Veil-Pelletier, le droit total à disposer de notre corps, la reconnaissance du Mouvement de libération des femmes comme interlocuteur au même titre que les syndicats, c'est-à-dire l'accès aux médias, le droit d'existence dans l'entreprise...

Et pour ce faire, nous constatons une fois de plus que seule la lutte collective des femmes, la force de leur mouvement, imposera une remise en cause radicale de notre oppression millénaire. Plus que jamais cette année, avec les femmes en lutte dans le monde entier, avec les Folles de la place de Mai en Argentine, avec les femmes polonaises en lutte pour la liberté, avec les femmes algériennes qui refusent le code de la famille, nous crierons :

**CONTRE NOTRE OPPRESSION,
POUR NOTRE LIBÉRATION
TOTALE,
C'EST TOUTES ENSEMBLE
QU'IL FAUT LUTTER !**

**TOUTES LE 6 MARS 1982
A 16 h PLACE DU CHATELET**

La victoire de la gauche aux élections du printemps 1981 constitue un phénomène d'une ampleur et d'une portée exceptionnelles dans l'histoire de notre pays. La netteté du résultat, l'homogénéité sociale du rassemblement qui a porté au succès, la garantie de durée qu'une majorité parlementaire solide confère à l'action d'un gouvernement où sont représentées les composantes principales du mouvement populaire, permettent de considérer que l'expérience actuelle ouvre des possibilités d'action considérables.

Il s'y ajoute une défaite et un discrédit des forces de droite dans leurs diverses expressions, mais qui ne les empêchent que pour un certain temps de représenter une alternative crédible à la coalition au pouvoir. Cependant, la consolidation et l'extension de ce premier succès appellent de nouvelles actions organisées.

C'est pourquoi, engagés dans l'expérience qui se déroule en France, les signataires veulent renforcer l'unité de toutes les composantes politiques qui participent au changement en cours. Femmes et hommes de gauche venus d'horizons différents, nous voulons prendre toute notre part à l'élaboration et à la défense des grandes réformes mises en chantier par le gouvernement de la gauche unie.

Pour nous il n'y a pas d'unité de la gauche sans liberté, c'est pourquoi nous sommes attachés à la liberté d'expression et de débat au sein de la gauche, et nous entendons contribuer à la promouvoir dans la société tout entière. Aucun parti n'a le monopole de la représentation de la gauche. Nous voulons faire vivre le pluralisme.

Pas de socialisme sans démocratie politique ; la démocratisa-

tion de l'Etat est un principe fondamental qui doit pouvoir se concrétiser à travers des prises de décision, chaque jour plus décentralisées. La marche vers l'autogestion, dans laquelle se reconnaissent aujourd'hui toutes les composantes de la gauche, doit permettre que les décisions se prennent enfin au plus près de leur enjeu.

Le coup de force polonais scelle l'échec d'un mode de développement qui atteint maintenant ses limites historiques. Les partisans d'un socialisme démocratique en France ne peuvent se soustraire à une critique radicale de ces sociétés, engagées aujourd'hui dans une impasse.

Mais on ne saurait, pour autant, oublier que la quasi totalité des expériences gouvernementales social-démocrates n'ont pas permis jusqu'à maintenant qu'on remette fondamentalement en cause le fonctionnement d'une société de classes.

Enfin, le succès d'une expérience socialiste en France suppose une lutte conséquente pour créer un climat de paix sans concessions à l'une des deux super-puissances.

Aujourd'hui ces orientations peuvent regrouper des forces issues de toutes les expériences politiques et syndicales qui se réclament du socialisme ainsi que des forces qui cherchent encore des moyens de participer au changement au-delà des grandes organisations politiques existantes. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que partout dans le pays se créent des comités de l'unité à l'image du groupe d'initiative que nous constituons en se prononçant clairement pour le succès du socialisme en France. Il faut aider à ce que le débat s'amplifie dans le pays.»

ROUBAIX : SOLIDARITE AVEC SOLIDARITE

VOILÀ maintenant un an que le comité Solidarité avec Solidarité de Roubaix a été créé. C'était en février 1981, sur la base d'un appel national. Dès lors, diverses réunions de soutien et de popularisation de la lutte de Solidarité ont eu lieu à Lille et à Roubaix, avec un temps fort lors de la venue dans la région d'une délégation de Solidarité de la région de Varsovie.

Des collectes ont servi à envoyer du matériel d'imprimerie (ronéo, stencils, encre et papier) à la section de Solidarité de Gorzow (à l'Ouest du pays près de Poznan), ville avec laquelle le comité de Roubaix s'est jumelé et a eu des relations régulières et suivies (courrier et télex).

Une délégation de plusieurs membres du comité s'est d'ailleurs rendue à Gorzow, courant novembre, avec l'envoi d'un premier camion de vivres et de médicaments. Ce voyage a ainsi permis de resserrer les liens avec la section locale de Solidarité et ses dirigeants. C'est aussi en novembre 1981 que le comité de Roubaix se transformait en association régie par la loi de 1901 et devenait Comité régional de solidarité de la région Nord-Pas-de-Calais. A cette époque se montait un comité dans la région de Saint-Omer.

Mais l'activité du comité devait considérablement se renforcer et s'élargir après le coup de force militaire du 13 décembre 1981. Il y eut d'abord la manifestation régionale de Lille dès le 14 décembre, puis toujours à Lille, un meeting régional qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes et auquel participait un représentant en France de la coordination de Solidarité. Une vaste campagne d'affichage était lancée, qui continue encore aujourd'hui. De multiples réunions ont eu lieu dans la région, qui ont permis de mettre en place d'autres comités de soutien, comme à Lille, à Villeneuve-d'Ascq, à Lens, à Douai, à Arras, à Dunkerque...

Plusieurs camions ont d'ores et déjà été envoyés avec des tonnes de vivres et de médicaments, toujours dans la région

de Gorzow. Le comité régional a également lancé une campagne de pétitions demandant la libération des militants de Solidarité de Gorzow que le comité parraine; cette pétition a recueilli plusieurs milliers de signatures. Un bulletin spécial a été imprimé au sujet du responsable de la section de Solidarité de Gorzow, qui vient d'être récemment condamné à trois ans de prison.

Ainsi donc, le comité régional mène un travail important et diversifié pour le soutien à la lutte des travailleurs polonais; son audience est rendue d'autant plus grande qu'il a su tisser des liens très étroits avec la communauté polonaise très nombreuse dans cette région du Nord-Pas-de-Calais.

Du fait de l'importance prise par le comité, de nouvelles structures ont déjà été mises en place afin de mieux coordonner le travail et permettre une meilleure représentation des différents comités locaux au sein même du comité régional et de son bureau.

Maintenant, le comité envisage une action d'ampleur de type « 8 h pour la Pologne » vers la mi-mars, à Lille, avec des forums, des expositions et un gala avec de nombreux chanteurs et groupes.

En ce qui concerne la vie même du comité, un débat important s'est ouvert sur les positions à prendre quant aux sanctions économiques et politiques. Sur cette question, tous les comités locaux n'ont pas forcément la même position. Aussi le débat a-t-il été lancé à partir de contributions faites par le comité national de Solidarité avec Solidarité, à la suite de quoi le bureau devait définir une position précise. Le travail du comité continue, car tout le monde sait bien ici que le soutien à Solidarité et à la lutte des travailleurs polonais devra être prolongé et que l'on n'a pas fini d'entendre parler de la Pologne et de Solidarité.

Correspondant
Roubaix

SALVADOR : Une impression de « déjà vu »...



Il y a quelque vingt ans, un certain John Fitzgerald Kennedy décidait d'envoyer des conseillers américains au Vietnam. L'intervention directe ne tardera guère...

Février 1982 : un certain Reagan déclare à propos de l'Amérique centrale : « S'il le faut, une intervention directe dans cette région est à envisager ». La télévision américaine montre des images de conseillers américains portant des fusils M 16.

L'objectif au Vietnam : « Barre la route au communisme », « empêcher l'installation d'un régime marxiste en Asie du Sud-Est qui risquait de sombrer tout entière dans la subversion » en vertu de la « théorie des dominos ».

« Zone vitale », « cordon sanitaire », « intérêt supérieur des Etats-Unis », « plan de développement des Caraïbes », « stopper l'expansionnisme cubain » et... « théorie des dominos », telle est la litanie de 1982...

De l'argent, des élections, des armes et la vietnamisation du conflit. Ecraser, brûler, exterminer... Et des morts, des morts sous des tonnes de bombes, des

tonnes de napalm. Vietnam années 60.

De l'argent, des élections, des armes, la salvadorisation du conflit ? Un bataillon Atlacatl d'intervention spéciale, quatre cents officiers du Salvador entraînés en Géorgie, mille soldats formés à Fort Bragg pour « leur apprendre à chercher l'ennemi » (ces fillettes de 14 ans violées et torturées ? Ces 72 morts par semaine ?), une armée à professionnaliser... Et des morts, des morts... Salvador années 80.

Cuba, Vietnam, Chili : la CIA et ses « covert actions ». Années 70, années Carter : finie la CIA ? Ridiculisée la CIA ? Couper la barbe de Castro, l'empoisonner... A-t-on ri, s'est-on moqué quand furent dévoilés ses plans machiavéliques ! Années 80, années Reagan : fini de rire, la CIA a un plan, couper les lignes de communication de Cuba avec la résistance salvadorienne au travers du Nicaragua, combattre le régime sandiniste, envisager une intervention directe « contre des objectifs cubains spécifiques ».

Certes, l'histoire ne se répète pas, certes, le Salvador n'est pas le Vietnam, certes, le monde a changé, mais ce qui pourrait

bien se répéter, c'est la déconvenue américaine. Le « déjà vu » pourrait bien se transformer en cauchemar pour Reagan. Il ferait bien de se souvenir que ses prédécesseurs engagés dans la guerre au Vietnam n'ont pas joué impunément avec un peuple tout entier, n'ont pas soutenu impunément des assassins... Les victoires de la résistance salvadorienne ne sont-elles pas chaque jour plus nombreuses ? Les troupes de libération ne réussissent-elles pas des opérations dans la capitale même ?

Reagan ferait bien de se souvenir que c'est par des révélations de la presse et de la télévision qu'a commencé aux Etats-Unis la grande vague de protestation contre la « sale guerre » du Vietnam. Les démocrates, les libéraux, les Eglises catholiques et protestantes américaines ne font-elles pas déjà entendre leur voix ? Une campagne lancée aux USA pour l'aide médicale au Front Démocratique Révolutionnaire du Salvador n'a-t-elle pas permis de réunir 25 000 dollars ? Les pays européens n'ont-ils pas déjà refusé leur soutien à la politique impérialiste des USA ?

Jean Louis BRUNET

Récolte dans les zones libérées



DANS le Rhône, les plaies ouvertes après le 29^e Congrès de l'UD sont longues à cicatriser, malgré de gros efforts de normalisation. Rappelons brièvement les faits (PLS, n° 57).

Le dernier congrès de l'UD du Rhône (octobre 1981) avait été particulièrement marqué par le suicide de Georgette Vacher, membre du Bureau de l'UD, animatrice du secteur féminin, pour qui le

silence parviennent dans une certaine mesure à resserrer les rangs, les tentatives d'isoler les militantes du secteur féminin proches de Georgette Vacher se heurtent à une grosse difficulté : c'est que précisément il s'agit dans tous les cas de responsables de syndicats ou de sections syndicales, expérimentées dans le travail syndical, élues à leurs responsabilités par des adhérents qui leur font confiance sur la base de leur pratique de la lutte et

UD CGT du Rhône : ça grince

Congrès devait marquer le point final de son activité à la direction départementale. De nombreux militants s'étaient alors manifestés par leurs critiques ou leurs questions sur le fonctionnement de la CGT du Rhône et même de la Confédération. Krasucki avait dû se tremper lui-même dans la bataille lors de son intervention de clôture, assurant personnellement de son soutien le secrétaire général de l'UD, vivement attaqué dans les textes laissés par Georgette. Peu après le Congrès voyait le jour l'association loi de 1901 « Association Georgette Vacher » ; regroupant des syndicalistes principalement CGT, elle annonçait lors d'une conférence de presse ses buts : défense de la mémoire de Georgette Vacher, publication de ses écrits, réflexion sur l'action syndicale. Inutile de préciser que ce ne fut pas du goût de l'UD, qui aussitôt demanda l'ouverture d'une enquête judiciaire, envoya dans tous les syndicats une ferme mise en garde écrite, et la chasse aux militants de l'association avec plus ou moins de succès. Si le terrorisme et le mur de

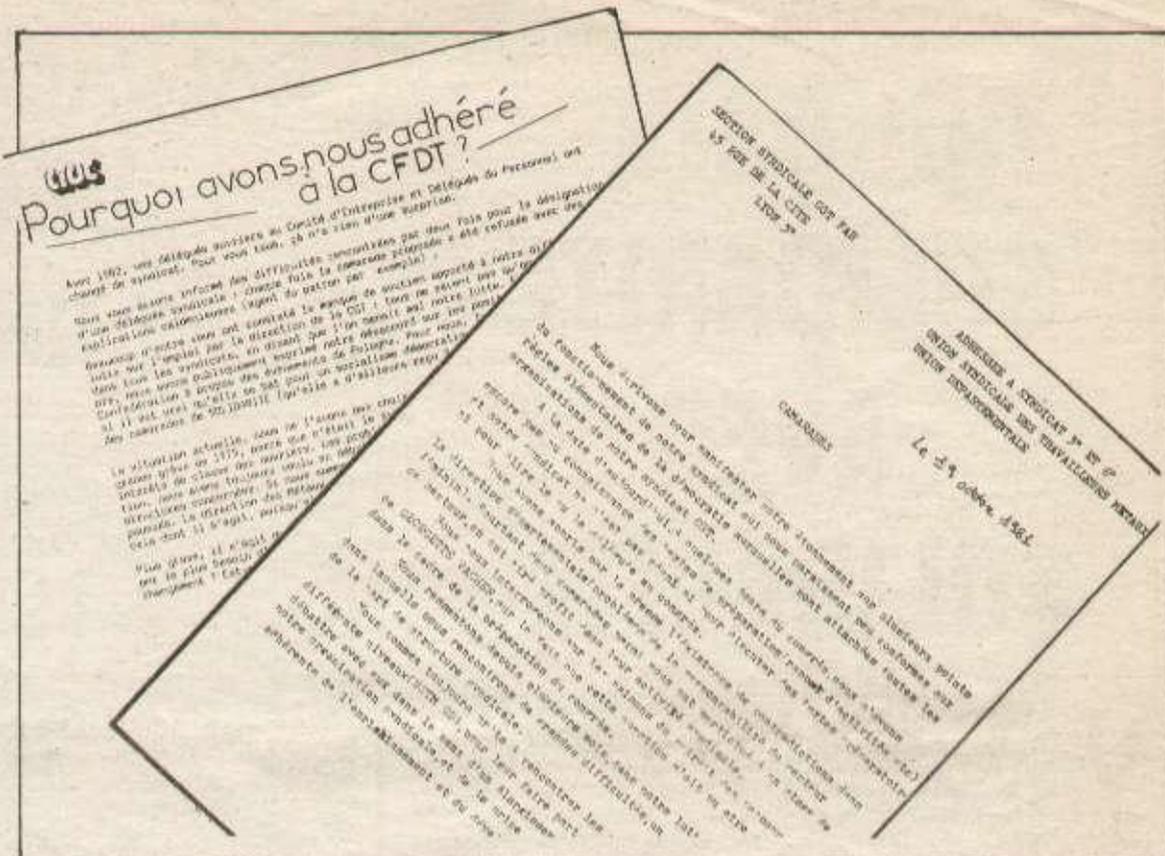
de la démocratie. L'UD échouera donc dans tous les cas à faire retirer leurs mandats à ces militantes, elle ne réussira qu'à les calomnier dans les autres organisations, pour éviter à tout prix la contagion...

L'UD du Rhône et la Pologne

Décembre 1981 : proclamation de l'état de siège en Pologne. Manifestation à Lyon le 14 décembre à l'appel de toutes les organisations de gauche, à l'exception du PCF et de la CGT. Cependant, beaucoup de militants CGT y viennent spontanément et se contactent. On retrouvera une partie des membres de l'Association Georgette Vacher, et d'autres militants (Métallurgie, PTT...) à l'origine de la coordination CGT-Pologne de Lyon. Le 18 décembre, paraît dans *Le Progrès* « L'Appel des 22 » (voir ci-contre), l'appel fait localement pour se démarquer très vite de la position du

« La déclaration du bureau confédéral de la CGT à propos des événements de Pologne est en contradiction avec les décisions du 40^e Congrès qui a déclaré sans ambiguïté « son attachement à la défense et l'extension des droits de l'homme et des libertés individuelles dans tous les pays du monde ». Le 40^e Congrès s'est également engagé à « continuer d'agir pour la défense et l'extension des droits et des pouvoirs dans les syndicats dans chaque pays comme à l'échelle internationale : pour la reconnaissance légale des libertés et droits syndicaux pour les travailleurs qui en sont encore privés et parmi ceux-ci celui du droit de grève ».

« Nous appelons donc tous les syndiqués, les sections syndicales CGT à exiger que la confédération générale du travail respecte ses décisions du 40^e Congrès. Nous invitons tous les syndiqués, les sections syndicales CGT à participer à toutes les formes de solidarité syndicale, destinées à réclamer le respect des libertés syndicales, des accords de Gdansk, la libération des militants emprisonnés, la fin de l'état de siège et d'une manière plus générale à soutenir « Solidarité » et le peuple polonais dans l'épreuve actuelle ».



Bureau Confédéral de la CGT, repris par l'UD du Rhône. Puis cette première coordination s'étend à d'autres secteurs et se relie à la Coordination Nationale, dont elle reprend la pétition. Une cinquantaine de militants, avec badges CGT et banderole, participait au meeting unitaire de soutien à Solidarité le 6 janvier à la Bourse du Travail.

Cependant, le travail de la coordination Pologne n'est pas sans poser un certain nombre de questions, et à ses adhérents eux-mêmes : pourquoi n'a-t-on retrouvé dans cette expression publique qu'une petite partie des militants critiques, qui s'étaient exprimés dans leurs structures ou même dans la presse auparavant ? Est-ce que seule la crainte de la répression suffit à expliquer les absences ? Est-ce que la forme d'un appel public est la meilleure ? Débat non tranché, car il est vrai également que l'organisation d'une coordination connue peut permettre à des militants isolés, prêts à se décourager de la bataille syndicale, de rattraper à une nouvelle perspective. Cette question-là sera sans doute présente tout au long de la préparation du 41^e Congrès, déjà sérieusement engagée.

L'exclusion de la section CGT de FAR

FAR : une entreprise de la métallurgie, filiale de Paris-Rhône et du groupe Valeo. En juillet 1981, c'est le dépôt de bilan, l'annonce de 107 licenciements immédiats, et à court terme, la fermeture de l'usine.

La section CGT (seul syndicat de l'entreprise), se débat depuis janvier 1981 dans un long conflit pour l'emploi, lutte difficile du fait des nouvelles tactiques patronales (aides au départ, pré-retraites...) et de l'isolement dans lequel la maintient la direction de l'Union Syndicale des Travailleurs de la Métal-

lurgie. De nombreuses contradictions apparaîtront tout au long du conflit sur les formes de lutte. Ces contradictions s'aggravent lors du 29^e Congrès de l'UD, où la déléguée de FAR intervient au nom de sa section en s'interrogeant sur les dysfonctionnements du syndicat et sur le sectarisme dont — semble-t-il — FAR est la victime. On retrouvera un nombre significatif de militants de FAR dans l'Association Georgette Vacher et la section FAR s'associe publiquement à toutes les initiatives de soutien au peuple polonais (manif du 14 décembre, appel des 22, pétition de la Coordination Nationale, meeting du 6 janvier). Mais en fait la direction de l'USTM avait déjà décidé de l'avenir de la section depuis novembre 1981 : refus de désigner une déléguée syndicale dans l'entreprise, les délégués de FAR n'étaient plus convoqués aux Commissions exécutives du syndicat, la secrétaire de section s'entend dire : « Tu t'es mise toi-même en dehors de la CGT »...

Motif : organise la lutte anti-CGT menée par le « groupuscule » de l'Association Georgette Vacher, avec des ramifications au niveau national et « manipule » les travailleurs de FAR. Tout cela n'empêchera pas la section de FAR de s'exprimer tout au long du mois de décembre en tant que CGT, puis de demander les cartes 1982 à la direction du syndicat. Refus : « Si les travailleurs de FAR veulent se syndiquer à la CGT, ils n'ont qu'à venir chercher leurs cartes à la Bourse ».

A l'unanimité des délégués, la section FAR décide alors de demander l'adhésion à la CFDT et de tenir une conférence de presse où seront révélées toutes les difficultés internes qu'elle a rencontrées avec la direction du syndicat. Les délégués de FAR expriment en ces termes leur adhésion à la CFDT :

« Nous avons décidé de ne pas baisser les bras et de ne pas abandonner le terrain de la lutte des classes. Nous ne voulions pas rester isolés et inorganisés. Ce serait

irresponsable vis-à-vis de tous ceux qui nous ont régulièrement fait confiance, notamment à chaque élection professionnelle, ce serait irresponsable dans la période que nous vivons, dont l'enjeu capital est nos emplois. Nous ne démissionnerons pas de nos mandats et continuerons la bataille pour un syndicalisme au plus près des travailleurs, démocratique et unitaire. Ce syndicalisme, nous voulons contribuer à le construire dans la CFDT.

Nous avons apprécié ses positions claires sur la Pologne; nous avons bien souvent travaillé dans l'unité avec la section CFDT de Paris-Rhône, qui n'a jamais été avare de son soutien. Nous savons que la CFDT est un syndicat ouvert au débat, que son but est le nôtre : par l'organisation massive des travailleurs dans l'entreprise, construire une société plus juste.

C'est donc en conscience que nous avons adhéré à la CFDT, mais aussi avec toutes les exigences de démocratie que nous a données notre expérience ».

L'affaire n'est pas banale : toute la section passe à la CFDT, la CGT disparaît complètement de l'entreprise. L'USTM fera une dernière tentative, en envoyant une quinzaine de militants extérieurs diffuser un tract diffamatoire, qui n'aura pour résultat que d'écœurer les travailleurs. Une pétition condamnant leurs méthodes est signée par l'ensemble du personnel et leur est envoyée.

Un choix donc pour FAR et ses syndicalistes. En fonction d'une analyse de la situation de l'entreprise et des responsabilités des élus du personnel. Il serait bien rapide d'en conclure qu'il s'agit de la seule voie. La préparation du 41^e congrès de la CGT, le développement de la contestation interne, seront autant d'indices sur l'avenir d'un nouveau syndicalisme de la CGT.

Correspondant Lyon